

Sommaire

TOGO : ELARGISSEMENT DE LA BASE DES MOUVEMENTS SOCIAUX

TOGO	Coopération	LIBERTE HEBDO	p 02
TOGO : RAPPELER A L'UNION EUROPEENNE SES ENGAGEMENTS !			
TOGO	Economie	INFOPLUS GABON, AFRIQUINFOS, XINHUA	p 02
TOGO : LES LOMEENS LES PIEDS DANS L'EAU : MIRACLE L'ARGENT ARRIVE, MAIS POURRONT-ILS VIVRE AU SEC... ?			
TOGO : SERVICES PUBLICS : DU RÊVE A LA REALITE !			
TOGO : LA CIVILISATION DE L'INCIVILITE D'ETAT !			
TOGO	Enseignement-Université	LIBERTE HEBDO, TOGOSITE, MO5-TOGO,	p 04
TOGO : L'EXIGENCE DE LA LUTTE CONTRE LA DESINFORMATION !			
TOGO : LA JEUNESSE A L'ASSAUT DE SON AVENIR !			
TOGO	Justice	LIBERTE HEBDO, TOGOSITE,	p 05
LA JUSTICE TOGOLAISE A LA VITESSE DE LA TORTUE !			
TOGO	Médias-Presses	LIBERTE HEBDO	p 05
TOGO : UJIT : LE RPT FAIT DES EMULES DANS LA SOCIETE CIVILE !			
TOGO	Politique	AFRISCOOP, LIBERTE, MO5-TOGO, TOGOSITE,	p 06
TOGO : APRES LES « DEBBASHERIES » LES « BAWARÂNERIES » DE LA DESINFORMATION D'ETAT !			
TOGO : L'OPPOSITION POLITIQUE EN FACE DE SES RESPONSABILITES : FEDERER LES COMBATTANTS DE L'ALTERNANCE, TOGO : COORDONNER LES MOUVEMENTS SOCIAUX...!			
TOGO : LES DIALOGUES SOCIAUX OU INCLUSIFS TOURNENT A LA GUERRE DE TRANCHEES !			
TOGO : FAURE GNASSINGBE ENTRE RESPECT BEAT ET IMPUNITÉ !			
TOGO	Social	LIBERTE HEBDO, AFRISCOOP, FRANCE 24,	p 08
TOGO : EXTENSION DES MOUVEMENTS SOCIAUX, LA REVOLTE GRONDE...!			
TOGO : UNE TORNADO SERAIT-ELLE EN FORMATION AU TOGO !			
TOGO	Société	Le CORRECTEUR, TOGOSITE,	p 10
TOGO : LES CLANS GNASSINGBE-RPT MINES PAR LA DEFENSE D'INTERÊTS CONTRADICTOIRES !			



Donald DONISEN Liberté

Togo Coopération

LIBERTE : MODIFICATION UNILATERALE DE LA CONSTITUTION PAR LE COUPLE RPT-UFC : LE SILENCE COMPLICE DE PATRICK SPIRLET DE LA DELEGATION DE L'UNION EUROPEENNE

Ecrit par Tino KOSSI, LIBERTE N° 989, 16 juin 2011 :

http://www.libertetg.com/contenus.php?id_art=125&content=1&tabloo=une_princ

Morceaux choisis : «... Il est constant que le pouvoir Faure Gnassingbé n'a jamais respecté les grandes clauses de l'Accord politique global (APG) du 20 août 2006, mais aujourd'hui il veut mettre le bistouri dans cet accord et le vider de sa substance en procédant unilatéralement aux réformes institutionnelles et constitutionnelles...»

FF : RAPPELER A L'UNION EUROPEENNE SES ENGAGEMENTS ! Il paraît utile de rappeler au représentant de l'Union Européenne au Togo, Patrick SPIRLET, quelques points d'histoire. À la suite de l'APG de 2006 a été organisée l'élection législative du 14 octobre 2007. Dès le 22 novembre 2007 le Conseil des ministres de l'Union Européenne adressait signifiait au président Faure GNASSINGBE la « levée définitive » des sanctions qui frappaient le Togo depuis 1993. Au même moment à Lomé, le prédécesseur de M. SPIRLET, M. SEBREGONDI, précisait que Bruxelles mettait fin à des sanctions prises en 2004, en vertu de la Convention de Cotonou, dont l'article 96 traite du respect « des droits de l'Homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit ». Les derniers événements qui ont marqué l'actualité sociale et politique au Togo - matraquage et emprisonnement arbitraire des étudiants, atteintes à l'exercice du droit syndical des personnels de santé du Togo, répression d'une manifestation pacifique de l'opposition politique pour dénoncer le caractère antidémocratique de la révision constitutionnelle votée par l'assemblée nationale – semblent rentrer dans le cadre des prescriptions de l'article 96, et pourraient être considérés comme des atteintes graves aux droits de l'homme, aux principes démocratiques et à l'état de droit. Dans le contexte de violence politique exercé par Faure GNASSINGBE et le pouvoir RPT/AGO, où est aujourd'hui la « main-tendue » (sic) que voyait Patrick SPIRLET dans le dialogue « inclusif » de Faure GNASSINGBE ? Que signifie donc son silence devant les événements graves du mois de juin 2011 qui mettent sérieusement en danger la paix civile et sociale ? Il y a peut-être un début de réponse en considérant les rapports des missions d'observation électorale de l'Union Européenne de 2007 et 2010. L'Union Européenne a constaté des irrégularités et l'impossibilité en 2010 de déterminer un vainqueur de l'élection présidentielle. Mais Faure GNASSINGBE est toujours en place, la coopération continue, les libertés sont de plus en plus piétinées sans que l'Union européenne et la communauté internationale y trouvent à redire ! Voilà peut-être l'explication du silence de Patrick SPIRLET !... Il serait temps que l'Union Européenne constate l'escalade les atteintes aux droits de l'Homme au Togo, dresse un constat de carence, prenne les décisions qui s'imposent pour contraindre Faure GNASSINGBE à les respecter dans le cadre des contreparties à l'accord de coopération. Mais une telle décision n'est pas du niveau de M. SPIRLET. Elle relève des prérogatives de M. Herman Achille VAN ROMPUY, PRÉSIDENT du Conseil européen, et de Mme Catherine Margaret ASHTON, première vice-présidente de la Commission européenne et Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Attendent-ils des preuves supplémentaires pour agir ? M. SPIRLET pourrait au moins transmettre à ses supérieurs les informations sur la réalité de la situation au Togo, puisqu'il est sur le terrain... !

TOGO ECONOMIE

INFOSPLUSGABON : LE TOGO A BESOIN DE 591 MILLIARDS FCFA POUR DES SECTEURS EAU, ASSAINISSEMENT ET ENVIRONNEMENT

Publié par INFOSPLUSGABON, 19 juin 2011 : http://www.infosplusgabon.com/article.php3?id_article=6577

Morceaux choisis : «...De sources officielles, les bailleurs, partenaires techniques et financiers, ont marqué leur adhésion pour débloquer les 590,926 milliards de FCFA devant permettre au Togo de mettre en œuvre les deux programmes...»

FF : LES LOMEENS A NOUVEAU LES PIEDS DANS L'EAU : MIRACLE L'ARGENT ARRIVE, MAIS POURRONT-ILS VIVRE AU SEC... ? Une nouvelle fois les pluies torrentielles ont provoqué ces derniers jours leur lot d'inondations. Cela fait des années que cela dure sans que rien ne soit fait pour y remédier. Mais il semble cette fois que la manne va s'abattre sur le Togo : 590,926 milliards de FCFA pour réaliser le Plan d'action national pour le secteur de l'eau et de l'assainissement et le Programme national d'investissement pour l'environnement et les ressources naturelles (PNIERN). Les togolais - pour souffrir dans leur chair d'une politique qui les méprise totalement - savent hélas où finissent parfois les fonds alloués par les bailleurs de fonds : dans les poches de l'oligarchie régnante. Bien souvent les travaux sont soit bâclés, soit mal faits, soit surfacturés, soit engagés mais jamais terminés, soit annoncés mais jamais réalisés. En attendant les entreprises bénéficiaires des travaux, la plupart du temps sans appel d'offres, ont bien mangé... S'ils veulent vraiment que demain les Loméens aient enfin les pieds au sec, il est recommandé aux bailleurs de surveiller très étroitement l'argent qui sera alloué pour les travaux d'assainissement... En attendant les « inondés », les vrais, pourront toujours rêver à des lendemains plus secs... !

AFRIQUINFOS : DE NOUVELLES MESURES INCITATIVES POUR AMELIORER L'EFFICACITE DES AGENTS DU PUBLIC AU TOGO

Publié par AFRIQUINFOS, 18 juin 2011 : <http://www.afriquinfos.com/articles/2011/6/18/togo-180438.asp>

Morceaux choisis : «...Le gouvernement togolais a décidé vendredi d'appliquer prochainement de nouvelles mesures incitatives et une meilleure protection des agents du public afin d'accroître leur motivation et leur efficacité...»

FF : SERVICES PUBLICS DU TOGO : DU RÊVE A LA REALITE ! Faudra-t-il encore constater dans les prochains mois que les nouvelles mesures préconisées par le gouvernement pour améliorer l'efficacité des services publics, n'étaient encore une fois qu'un énième effet d'annonce sans suite et surtout sans effet concret ? En effet, pour juger sur pièces, il suffit d'observer attentivement ce qui se passe en ce moment même au sein du service public de santé du Togo - avec le déni de droit social qu'opposent depuis 2008 les gouvernements HOUNGO I (100% RPT) et aujourd'hui HOUNGBO II (RPT/AGO), aux légitimes revendications salariales des personnels de santé - il n'y a rien qui ressemble de près ou de loin à des « mesures incitatives » susceptibles d'« accroître leur motivation ». Jusqu'à présent, aucun signe tangible de la politique menée en la matière par le gouvernement RPT/AGO de Faure GNASSINGBE, ne semble indiquer la moindre amélioration de l'état des services publics. Afin de mettre chacun devant ses responsabilités il est nécessaire d'atténuer chaque fois que nécessaire la portée des effets d'annonce et d'autosatisfaction du pouvoir RPT/AGO. A titre d'exemple d'amélioration des services publics au Togo, rappelons qu'avec l'appui des partenaires au développement, notamment le PNUD, l'UE et la France, un programme d'appui à la réforme de la justice et à la promotion des droits de l'Homme a été lancé au Togo depuis 2005, d'un coût global de plus de 7,5 milliards de francs CFA (dont 5,2 milliards de l'UE). La délégation de l'UE au Togo précisait à ce sujet le 14 juillet 2007 : « Le projet contribuera à une réforme en profondeur de la gouvernance politique et institutionnelle du pays et favorisera des investissements tant nationaux qu'étrangers pour le développement économique du Togo. La population togolaise sera mieux informée sur ses droits et libertés fondamentales dans le but de mieux les faire prévaloir. Elle aura ainsi à sa disposition une justice plus efficace, plus compétente, plus efficiente, plus rapide et plus intègre ». Depuis 7 ans que le chantier est entamé, les togolais ne semblent pas avoir le sentiment que la justice de leur pays se soit véritablement « démocratisée »...

XINHUA : LES POPULATIONS RIVERAINES DES GISEMENTS DES PHOSPHATES MENACENT DE DESCENDRE DANS LES RUES

Publié par XINHUA : http://french.news.cn/afrique/2011-06/18/c_13936726.htm

Morceaux choisis : «...Les phosphates sont exploités depuis plus de 50 ans mais c'est la première fois que les populations de VO s'organisent véritablement pour protester contre les conditions de son exploitation. L'ASITO demande l'indemnisation de délocalisation et l'embauche des jeunes ressortissants de VO...»

FF : TOGO : LA CIVILISATION DE L'INCIVILITE D'ETAT ! Dans quel pays riche industrialisé accepterait-on de délocaliser des populations en vue d'une exploitation minière sans avoir préalablement réglé les questions du relogement ou des indemnités ? Et pourtant ces pratiques ont encore lieu de nos jours. C'est le cas au Togo pour les populations de deux localités de la préfecture de Vo priées d'aller voir ailleurs afin que les excavatrices de la SNPT (Société nationale des phosphates du Togo) puissent extraire le phosphate dont les revenus iront massivement grossir la « cagnotte » du clan GNASSINGBE. Sauf que cette fois les populations concernées ont décidé de ne pas se laisser faire et dans un premier temps de manifester leur mécontentement à Vogan, chef-lieu de la préfecture. Après les personnels de santé et les étudiants voici maintenant des populations spoliées qui osent se faire entendre pour réclamer leur juste dû. Décidément il n'y a que Faure GNASSINGBE qui ne voit pas les togolais changer et s'enhardir sur le terrain de la revendication...La coordination des mouvements sociaux et politiques devient de plus en plus urgente !

Togo Enseignement-Université

LIBERTE HEBDO : QUAND LE POUVOIR RPT USE DE MENSONGE ET DE MONTAGE POUR DISCREDITER LE MOUVEMENT ESTUDIANTIN

Ecrit par Olivier ADAJA, LIBERTE HEBDO, 21 juin 2011 : <http://www.togosite.com/?q=node/1268>

Morceaux choisis : «...Ainsi ces jeunes hommes ont été présentés devant les caméras de la TVT, bidons d'essence (sic) et frondes à la main pour dire à l'opinion nationale et internationale : « voilà la preuve de nos accusations ces enfants avaient bien l'intention de mettre le campus à feu et à sang ». Mais ces preuves suffisent-elles à elles seules pour établir ces faits ?...»

FF : L'EXIGENCE DE LA LUTTE CONTRE LA DESINFORMATION ! Les étudiants togolais viennent à leur tour de faire l'expérience des capacités de nuisance du pouvoir en subissant, impuissants, les désagréments de la manipulation et de la désinformation dans laquelle excelle le pouvoir RPT/AGO, fort de l'expérience pluri-décennale du RPT en la matière. Dans ce dossier, le pouvoir semble incapable de montrer la moindre image prise sur le vif des agressions et dégradations soi-disant commises par les étudiants. Ainsi, pour ne pas perdre la face devant l'opinion publique et justifier les arrestations arbitraires les autorités se sont livrées à une mascarade. Les étudiants arbitrairement emprisonnés ont été obligés, au moment de leur libération, de prendre dans leurs mains des bidons d'essence et des frondes pour être présentés à la presse dans cet accoutrement. Il pourrait s'agir du même type de mise en scène que celui utilisé aux pires temps des procès staliniens. Mais depuis son indépendance, l'histoire contemporaine du Togo fourmille d'exemples et de mises en scène spectaculaires toujours utilisées au service de la désinformation et de la glorification du pouvoir en place. Depuis 2005, chaque fois que des interlocuteurs évoquent en sa présence le souvenir d'Etienne GNASSINGBE EYADEMA, Faure GNASSINGBE - empruntant à Laurent FABIUS son inusable formule pour qualifier sa relation avec François Mitterrand - a pris pour habitude de leur rappeler que : « **lui c'est lui, moi c'est moi** ». Mais il a au moins retenu une leçon essentielle des attributs de la gouvernance que lui a légués son père. C'est l'importance de la communication et de la désinformation dans l'exercice du pouvoir dictatorial. Il est vrai que depuis des décennies, les laudateurs du clan s'emploient à faire croire aux naïfs et aux « aveugles », qu'EYADEMA a été toujours agressé et a toujours dû déjouer des complots. Ceux qui pouvaient encore douter, ont ici l'illustration que le soi-disant « homme nouveau » n'a que des idées vieilles, rabougries et surannées à proposer aux togolais. Faure GNASSINGBE semble incapable de dépasser les méthodes de gouvernance héritées de son père, pour projeter le Togo dans un autre avenir que celui du clanisme, de la corruption et de la manipulation ! Non seulement le Gouvernement n'apporte pas de preuves, mais il oublie d'indiquer les causes profondes du malaise ancien et persistant qui ne relèvent que de sa responsabilité à ne jamais respecter ses engagements. Ce sont donc la conjonction cumulée de toutes ces affaires qui conduisent à la colère du corps social. Face à une répression brutale, les étudiants organisent leur légitime défense. Le Gouvernement est donc l'agresseur.

LIBERTE-HEBDO-TOGOSITE : LES ETUDIANTS PLUS QUE JAMAIS DETERMINES A OBTENIR SATISFACTION DE LEURS REVENDICATIONS

Ecrit par Olivier Adja, LIBERTE HEBDO, 18 juin 2011: <http://www.togosite.com/?q=node/1263>

Morceaux choisis : «...Les jours passent et se ressemblent quasiment à l'Université de Lomé. Depuis trois jours, ce haut lieu du savoir vit au rythme des affrontements entre étudiants et forces de l'ordre, et la journée de jeudi n'a pas dérogé à la règle...»

MO5-TOGO : CRISE A L'UNIVERSITE DE LOME : LE SYNDICAT DES ENSEIGNANTS DU SUPERIEUR (SEST) SE JETTE DANS LA MELEE

Écrit par BERETE, MO5-Togo, 17 Juin 2011 : <http://www.mo5-togo.com/actualites/2781-universite-de-lome-le-syndicat-des-enseignants-du-superieur-se-jette-a-leau.html?d74cce44e121977e49863bb5e892f512=10e66f3918d22b21fb7a4d5a2e040b0a>

Morceaux choisis : «...Le Syndicat des enseignants du supérieur du Togo (SEST) entend intervenir dans la journée de ce vendredi pour donner son avis sur le conflit. D'une manière générale, les enseignants disent en aparté leur compréhension des revendications estudiantines qu'ils estiment légitimes...»

FF : LA JEUNESSE A L'ASSAUT DE SON AVENIR ! La crise qui secoue les milieux universitaires, notamment à l'Université du Bénin à Lomé, confirme jour après jour la détermination des étudiants à ne pas céder devant la violence ou les intimidations du pouvoir politique. Leur mouvement est juste et le fait que les enseignants du supérieur « comprennent leurs revendications », semble en dire long sur l'isolement du gouvernement RPT/AGO, qui veut faire passer, au pas de charge selon les vieilles traditions du RPT, et surtout sans y mettre les moyens financiers la réforme LMD, objet principal du conflit. Lorsque les enseignants eux-mêmes témoignent : « qu'ils fonctionnent avec de vieilles méthodes et de vieux matériels. Il n'y a pas d'ordinateur pour reporter les notes et pas assez de personnel pour le faire », il n'y a pas besoin de longs développements pour comprendre les motifs de la révolte des étudiants. Espérons qu'après son voyage en Asie, Faure GNASSINGBE sera aussi prodigue à l'intention des universités et des étudiants du Togo qu'il l'a été pour les réfugiés du Japon...En attendant, les étudiants semblent avoir compris que ne pas désarmer devant l'adversaire est la voie de la raison... !

TOGO Justice

LIBERTE HEBDO-TOGOSITE : MORT DE GASTON VIDADA - OU EN EST L'ENQUETE JUDICIAIRE POMPEUSEMENT ANNONCEE PAR LES AUTORITES TOGOLAISES ?

Ecrit par Tino KOSSI, LIBERTE HEBDO, 15 juin 2011 <http://www.togosite.com/?q=node/1239>

Morceaux choisis : «...Certains y ont tout de suite vu un assassinat politique, à tort ou à raison, en évoquant deux pistes prioritaires, l'une allant vers l'ancienne maison politique de l'homme, et l'autre vers le camp qui a l'habitude de se « débarrasser » des opposants...»

FF : LA JUSTICE TOGOLAISE A LA VITESSE DE LA TORTUE ! Le décès de Gaston VIDADA, semble continuer à susciter des interrogations dans la mesure où selon les observateurs subsistent des zones d'ombre. En fait, prenant en exemple le cas d'Atsutsé AGBOBLO, ils craignent que l'enquête judiciaire ne traîne en longueur et surtout, encore une fois, ne parvienne pas à faire la démonstration de la vérité des faits. Il est vrai que pour ce qui concerne la personnalité et le poids politique de Gaston VIDADA, il n'y a aucune comparaison possible avec celle d'Atsutsé AGBOBLO. Les observateurs craignent que si les conclusions mettent en cause le pouvoir ou un de ses hommes, la vérité judiciaire ne soit pas prête d'émerger. Si tel est le cas, compte tenu de l'état de dépendance de la justice du Togo à l'égard du pouvoir, il y a tout lieu de croire, qu'elle risque de se hâter très lentement... ! C'est-à-dire qu'il ne se passera rien avant longtemps !

TOGO Médias-Presse

LIBERTE : ASSEMBLEE GENERALE DE L'UJIT: LE BUREAU EXECUTIF ELU A LA FAÇON RPT

Ecrit par R. KEDJAGNI, LIBERTE HEBDO, 22 juin 2011 :

http://www.libertetg.com/contenus.php?id_art=105&content=1&tabloo=une_sec

Morceaux choisis : «...L'Assemblée générale (AG) de l'Union des journalistes indépendants du Togo (UJIT) tenue vendredi dernier et ayant conduit à l'élection du nouveau bureau a été particulière. Electeurs fictifs, vote abusif par procuration, achat de consciences, non-respect des textes, voilà les éléments qui ont marqué cette élection...».

FF : TOGO : UJIT : LE RPT FAIT DES EMULES DANS LA SOCIETE CIVILE ! Selon l'exposé édifiant qui est fait ici, la manière dont se sont déroulées les dernières élections du bureau de l'UJIT reflète parfaitement les méthodes que les togolais connaissent parfaitement et sont utilisées depuis des décennies, sous la houlette du RPT, de ses barons ou ministres en exercice, qui s'emploient activement à noyauter les organisations de la société civile. Si l'on tient compte à la fois de la faible présence à l'AG (55 présents sur 120 membres) et du fait que de nombreux présents ont quitté la réunion, écœurés par les méthodes staliniennes d'organisation du vote, il semble bien que l'Union des journalistes indépendants du Togo n'ait plus aucune crédibilité aux yeux de beaucoup de journalistes. Ventrilogie, quand tu nous tiens... ! Les mécontents peuvent toutefois déposer une plainte, même si chacun connaît la suite qui y sera réservée.

TOGO Politique

LIBERTE – TOGOSITE : GILBERT BAWARA, LE CONSEILLER DE TROP

Ecrit par Alain SIMOUBA, LIBERTE HEBDO, 21 juin 2011 : <http://www.togosite.com/?q=node/1269>

Morceaux choisis : «...Que peut vraiment donner Gilbert BAWARA comme conseils à son président, lorsqu'il n'arrive pas lui-même à se montrer sérieux ? Lorsqu'il manque visiblement de sagesse ? Peut-il dire combien de partis politiques Faure a-t-il pu consulter en secret, depuis trois mois déjà que les Togolais lui reprochent d'avoir interrompu les consultations sans crier gare ?...»

FF : TOGO : APRES LES « DEBBASHERIES » LES « BAWARÂNERIES » DE LA DESINFORMATION D'ETAT ! Très discret depuis des mois, Gilbert BAWARA, ancien ministre de la coopération, et officieusement conseiller spécial de Faure GNASSINGBE, bien que ne figurant toujours pas sur la liste officielle des Conseillers¹, est réapparu dans le cadre d'un débat organisé sur RFI à Lomé, par le trop « compréhensif » Alain FOKA, pour débiter sornettes et mensonges. Les togolais étaient habitués aux diverses « debbasheries » du sorcier blanc au masque noir (pseudonyme Kofi SOUZA sur le très officiel site republicoftogo.com), les voici maintenant affublés des « Bawarâneries ». Oser en effet affirmer en public « *que les consultations dans le cadre du dialogue inclusif se poursuivaient hors communication du calendrier des rencontres aux médias* » relève semble-t-il de la désinformation, si l'on se réfère aux appréciations portées aujourd'hui sur le « dialogue inclusif » par l'ensemble des partis d'opposition. En témoigne la récente lettre ouverte adressée à Faure GNASSINGBE, par le président d'OBUTS Agbéyomé KODJO, qui ne demande pourtant que d'aller dialoguer avec lui : «...Et pourtant le dialogue aurait pu servir de cadre politique pour aborder les sujets de crispation des togolais...». Les barons du RPT qui exercent des charges publiques, tels Gilbert BAWARA, sont tellement habitués à gouverner en manipulant l'opinion publique qu'ils finissent par croire que leurs mensonges sont des vérités. Hélas non ! S'ils profèrent de vrais mensonges, la réalité est tout autre... !

MO5-TOGO : MARCHE DU FRAC CE SAMEDI : EN AVANT... MARCHE JEUDI PROCHAIN !

Ecrit par Sepe DZAKE, MO5-TOGO, 18 Juin 2011 : <http://www.mo5-togo.com/actualites/2787-frac-en-avant-marche-jeudi-prochain-.html?d74cce44e121977e49863bb5e892f512=64cc1a2bf6eab2eb00f9224586c1eb43>

Morceaux choisis : «...L'opresseur ne dit jamais stop à l'oppression. Il y renonce toujours par la contrainte. Ceci justifie pleinement notre stratégie des marches et des manifestations contre ce pouvoir et toute action illégale, illégitime et anticonstitutionnelle qu'il entreprend...»,... «...Si nous n'exprimons pas notre indignation, si les couches sociales n'expriment pas leur désarroi et leurs revendications le changement n'aura jamais lieu » a dit Jean-Pierre Fabre...»

¹ Site Officiel [presidencetogo.com](http://www.presidencetogo.com), rubrique « Les collaborateurs du Président de la République » http://www.presidencetogo.com/index.php?option=com_content&task=view&id=147&Itemid=94 accédé le 22 juin 2011.

TOGOSITE : COMMUNIQUE, RELATIF A LA REPRESSION DE LA MARCHÉ PACIFIQUE DU FRAC

Communiqué du FRAC, publié par TOGOSITE, 18 juin 2011, <http://www.togosite.com/?q=node/1259>

Morceaux choisis : « ...Cet acte, qui démontre une fois encore l'incapacité du régime RPT à respecter les lois de la République, inflige un camouflet cinglant à tous ceux qui, consciemment ou inconsciemment, accompagnent le gouvernement dans ses desseins liberticides... »

FF : L'OPPOSITION POLITIQUE EN FACE DE SES RESPONSABILITES : FEDERER LES COMBATTANTS DE L'ALTERNANCE, COORDONNER LES MOUVEMENTS SOCIAUX... ! En tenant compte de l'état d'effervescence qui règne actuellement au Togo, du fait de la haute intensité des mouvements revendicatifs sociaux ou politiques, la question du moment n'est pas de savoir s'il pourrait y avoir quelque velléité de récupération politique. Il semble normal les partis politiques - qui luttent inlassablement depuis plus d'un an, pour la reconnaissance de la vérité des urnes et des comptes et l'alternance politique usurpée au Peuple togolais le 4 mars 2010 - en face d'un mouvement social d'une telle ampleur et surtout d'une telle détermination, apportent leurs soutien aux étudiants, au travailleurs de santé, ou aux populations spoliées de Vo. C'est le minimum que l'on peut attendre de la part de partis politiques en lutte déterminée pour l'avènement de l'alternance (comme ceux qui composent le FRAC par exemple), puisque les mouvements sociaux qui secouent le Togo aujourd'hui, ont pour première cause la politique de mépris du Peuple et de détournement de la richesse nationale menée par l'oligarchie qui gouverne le Togo, que ces partis entendent bouleverser. Aujourd'hui la meilleure nouvelle pour le peuple togolais serait la fusion dans le même creuset - grâce à une véritable coordination des divers mouvements sociaux et des luttes politiques en cours - de toute cette formidable énergie. L'indignation - qui a conduit à leur juste révolte devant les injustices de tous ordres - de dizaines de milliers de togolais qui à travers le pays luttent dans toutes les directions porte les ferments des bouleversements qui peuvent seuls engager le Togo sur une nouvelle voie de développement.

Il convient peut-être ici de rappeler que la lutte politique que mènent avec un immense courage depuis plus d'un an chaque samedi, à l'appel du FRAC, des dizaines de milliers de togolais, sans jamais faillir ni baisser les bras, malgré les agressions permanentes et les violences policières, a peut-être contribué à forger la conscience d'un certain nombre de citoyens, que seule la lutte est susceptible de faire reculer ce pouvoir. Même si cette lutte est longue et difficile ! C'est peut-être ce qui explique l'important degré de mobilisation des étudiants, des personnels de santé ou des populations de Vo, pour défendre leurs intérêts. Rappeler cela n'est pas de la récupération, c'est rappeler la vérité des faits. Il serait donc utile, qu'au-delà du FRAC, d'autres partis politiques qui prônent chaque jour que Dieu fait l'alternance par l'union sans prendre la moindre initiative en ce sens, soutiennent avec autant de force que le FRAC les mouvements sociaux en cours et surtout se joignent activement et concrètement aux luttes en cours... La glose est utile mais l'action concrète de terrain est une condition incontournable pour une possible victoire !

AFRISCOOP : REVISION CONSTITUTIONNELLE : LA MARCHÉ DE PROTESTATION DU FRAC

ENCORE EMPECHÉE

Ecrit par Jacques GANYRA, Rédaction AfriSCOOP à Lomé, 16 juin 2011 : <http://www.afriscoop.net/journal/spip.php?article3872>

Morceaux choisis : « ...A l'image de leur habituelle opposition systématique aux marches du Frac en semaine, les gendarmes togolais ont de nouveau empêché les « chemises oranges » du Frac de s'ébranler de Bè-Kondjindji. ... Aux tirs séquentiels de gaz lacrymogène, les manifestants ont répondu par l'érection improvisée de barricades ou encore le renversement de débris sur la voie publique... »

FF : LES DIALOGUES SOCIAUX OU INCLUSIFS TOURNENT A LA GUERRE DE TRANCHEES ! Faure GNASSINGBE et son gouvernement RPT/AGO sont en train d'apporter la preuve, qu'ils n'ont aucune envie de se comporter comme des dirigeants politiques qui dirigent une démocratie. Ce pouvoir ne dispose pas de la légitimité politique que donne seule la vérité des urnes, n'a aucune imagination pour résoudre les problèmes et apporter des solutions à la crise qu'il a lui-même générée, répond systématiquement aux mouvements sociaux ou politiques par l'agression policière violente et par la force (arrestations arbitraires, emprisonnements, matraques, tirs systématiques de gaz lacrymogènes...). Le Togo n'est donc pas une

démocratie. C'est peut-être un euphémisme mais dans le combat politique mieux vaut en permanence rafraîchir la mémoire collective par le rappel de la vérité. En tout cas, dans la situation actuelle l'action répressive violente du gouvernement RPT/AGO est une preuve de faiblesse. La preuve, c'est que des dizaines de milliers de togolais - militants politiques, citoyens conscients, étudiants, personnels de santé, syndicalistes, populations rurales spoliées... - n'hésitent plus à affirmer leur courage et à continuer avec détermination leurs combats respectifs, malgré les coups, les menaces et les intimidations à l'égard des familles ou proches. Avec une meilleure coordination des mouvements politiques et sociaux, la guerre de tranchées engagée contre la vague démocratique par le gouvernement RPT/AGO avec l'aide de ses forces de répression et de la communauté internationale pourrait avoir des effets contraires à celui recherché par Faure GNASSINGBE.

LIBERTE HEBDO-TOGOSITE : TOGO: « APRES TOUT, IL EST LE CHEF DE L'ETAT ! »

Ecrit par Alain SIMOUBA, LIBERTE HEBDO, 15 juin 2011 <http://www.togosite.com/?q=node/1240>

Morceaux choisis : «...Il nous est arrivé au moins deux fois depuis 2005, d'entendre sur les médias des gens jouer un rôle qu'il serait difficile, voire impossible à nous autres de jouer... » ... «...Vous ne pouvez pas parler ainsi du président Faure ; après tout, il est le chef de l'Etat...»

FF : FAURE GNASSINGBE ENTRE RESPECT BEAT ET IMPUNITÉ! L'essai de notre confrère pose la question de savoir quelle dose d'impunité pourrait conférer l'exercice de la fonction de Président de la République. Il rapporte ainsi que selon les laudateurs patentés du régime, puisque Faure est président, il serait incongru de critiquer son action politique ou les actes de son gouvernement. Effectivement, dans une démocratie moderne digne de ce nom, le respect de la fonction présidentielle et de celui qui l'exerce ne se décrètent pas ils sont naturels. Oui mais à une condition, c'est que l'impétrant se conduise véritablement comme un président de la République. Or au Togo, si nous sommes en République, nous ne sommes pas, hélas, en démocratie. Comment peut-on exiger des togolais le respect et la reconnaissance comme chef, d'un personnage qui lors de deux élections présidentielles successives (2005 et 2010) a carrément détourné les résultats électoraux des scrutins à son profit ? Ceci, alors qu'il était impossible dans les deux cas de déterminer le vainqueur, du fait des imperfections de l'organisation organisées par le pouvoir. Par ailleurs la politique menée sous sa houlette par les gouvernements successifs (aujourd'hui RPT/AGO), n'incite pas davantage au respect de l'autorité publique, lorsque le dialogue social s'exerce exclusivement à coups de matraques et de jets de gaz lacrymogènes de la police. Tous les thuriféraires qui prônent aujourd'hui le respect de Faure GNASSINGBE ne poursuivent-ils pas en fait un autre objectif, celui de lui assurer un statut d'irresponsabilité, en termes judiciaires s'entend, compte tenu d'une gouvernance de plus en plus assurée au moyen de la brutalité des forces de répression et des exactions contre les administrés ? Une nouvelle révision constitutionnelle et le tour serait joué... !

TOGO Social

LIBERTE : LA FTBC REDOUTE UNE IMPLOSION SOCIALE

Ecrit par Tino KOSSI, LIBERTE HEBDO, 21 juin 2011 :

http://www.libertetg.com/contenus.php?id_art=107&content=1&tabloo=une_sec

Morceaux choisis : «...La vie chère et la tension sociale actuelle ne laissent pas indifférents les membres de la Fédération des travailleurs du bois et de la construction (FTBC)...» ... «...Aux organisations syndicales et de la société civile, l'Assemblée générale recommande de privilégier la défense des intérêts des travailleurs et des populations en matière de droits sociaux, économiques et culturels, de se mobiliser et de se joindre à la Fédération pour mener des actions concrètes en vue de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et des populations dans les jours à venir...»

LIBERTE : LE SYNDROME DE LA GREVE PLANE SUR LA CEET

Ecrit par Coco TCHAK, LIBERTE HEBDO, 22 juin 2011 :

http://www.libertetg.com/contenus.php?id_art=108&content=1&tabloo=une_sec

Morceaux choisis : «...Les travailleurs de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) se trouvent

actuellement dans un désarroi profond caractérisé par une dégradation avancée du climat social... » ... «...De sources concordantes, la Direction générale à 72 heures pour ouvrir les négociations avec les organisations syndicales. Faute de quoi, les agents menacent de passer à la vitesse supérieure afin de se faire entendre... »

FF : TOGO : EXTENSION DES MOUVEMENTS SOCIAUX, LA REVOLTE GRONDE...! Le Gouvernement RPT/AGO, ne semble pas avoir pris la mesure du tsunami social que pourrait rapidement déclencher son autisme, son indifférence à la précarité des familles de travailleurs et sa détermination à mener une politique de répression violente à l'égard des mouvements sociaux en cours. A la suite des médecins et agents du corps médical, des étudiants, des agents de Togo Télécom, des populations spoliées de Vo, les travailleurs des secteurs de la construction et de l'énergie semblent décidés à faire valoir leurs droits. Notamment en matière de rémunération et d'avantages sociaux, de gestion des ressources humaines, de sécurité et de santé au travail. Les derniers exemples en date, de la Fédération des travailleurs du bois et de la construction (FTBC) et des syndicats des agents de la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) : Syndicat de l'encadrement du secteur de l'électricité (SYNESE-TE) et Syndicat des travailleurs du secteur de l'électricité (SYNTRASEL), montrent la détermination des travailleurs à faire aboutir de nombreuses revendications non satisfaites depuis des années. Les syndicats de la CEET ont décidé de faire front commun en surmontant des années de division syndicale savamment entretenue. C'est un indicateur de la volonté de recherche d'efficacité des travailleurs pour mener leur lutte. On ne saurait dire encore que la révolution est en marche au Togo. Mais la révolte gronde de plus en plus fort. Les luttes des travailleurs gagneraient en efficacité d'action, en mettant sur pied une coordination ou une plateforme d'ensemble des mouvements sociaux qu'ils ont mis en marche !

AFRISCOOP : LES PRATICIENS HOSPITALIERS MENACENT DE DURCIR LEUR GREVE GENERALE

Publié par AFRISCOOP, 21 juin 2011 : <http://www.afriscoop.net/journal/spip.php?breve7159>

Morceaux choisis : «...Pour de meilleures conditions de travail dans les centres hospitaliers, le Syndicat national des praticiens hospitaliers du Togo (SYNPHOT) avait lancé une grève générale de quatre jours qui s'est difficilement achevée vendredi dernier, suscitant assez de mécontentements au sein de la population... »

AFRISCOOP : ENCORE UN SIMPLE MINISTRE DANS LE ROLE DE FUSIBLE !

Ecrit par Jacques GANYRA, Rédaction AFRISCOOP Lomé, 17 juin 2011 : <http://www.afriscoop.net/journal/spip.php?article3880>

Morceaux choisis : «...Après Kokou Gozan (ancien ministre du Commerce), c'est au tour de Komlan Mally (ministre de la Santé) de payer un lourd tribut au mécontentement de plus en plus grand de la population togolaise à l'égard de ses gouvernants. Une fois encore, le président Faure Gnassingbé fait de la fuite en avant en jetant en pâture à ses compatriotes un simple ministre...»

France 24 : MEDECINS EN GREVE, ETUDIANTS EN COLERE : LE TOGO TRAVERSE UNE ZONE DE TURBULENCES

Ecrit par Peggy BRUGUIERE, FRANCE 24, 16 juin 2011 : <http://observers.france24.com/fr/content/20110616-togo-lome-manifestations-medecins-hopital-etudiants-universite-revendications-sociales>

Morceaux choisis : «...La capitale togolaise ferait-elle sa révolution ? Voilà plusieurs semaines qu'à Lomé, le corps hospitalier d'un côté et les étudiants de l'autre se mobilisent pour se faire entendre par le gouvernement. Malgré une forte présence policière à chaque manifestation, la grogne sociale pourrait, selon nos Observateurs, s'étendre à d'autres secteurs...»

FF : UNE TORNADO SERAIT-ELLE EN FORMATION AU TOGO ! Le front social dure depuis plusieurs semaines au Togo. Grèves des personnels de santé pour de meilleures conditions salariales et de travail, des étudiants contre la mise en place du nouveau système LMD sans moyens financiers, ou des populations de Vo contre la spoliation de leurs terres par la Société Nationale des Phosphates du Togo (SNPT). D'un côté des conditions d'études déplorables - 44 000 étudiants ne disposent que de 500 professeurs et des amphithéâtres de 300 places ou ils s'entassent à 600 - de l'autre des médecins qui affirment : « *Au Togo, qu'il y ait grève ou pas, c'est le service minimum en permanence à l'hôpital* ». Dans un autre registre la contestation des partis politiques du FRAC ne faiblit pas en intensité : exigence de réintégration à l'Assemblée Nationale des 9 députés exclus et du retrait du projet de modification intempestive et unilatérale de la constitution. Ce n'est pas en faisant sauter des fusibles, soient-ils ministres, que Faure GNASSINGBE règlera maintenant les

problèmes du Togo. L'ensemble de ces mouvements met en action des masses toujours plus nombreuses d'indignés, très actives, qui luttent concrètement contre la politique toujours plus antisociale du pouvoir. Ainsi, soufflent sur le Togo des courants de contestation de plus en plus chauds, qui tranchent singulièrement avec la froideur du gouvernement RPT/AGO et son insensibilité devant la précarité des populations. Faure GNASSINGBE et son système du tout-répressif, devrait méditer sur un fait : c'est la rencontre de courants froids et secs et de courants d'air chaud et humide qui forment des tornades que rien n'arrête et qui balayent tout sur leur passage. C'est une loi de la nature que l'homme est incapable de maîtriser. A bon entendeur... !

TOGO Société

Le CORRECTEUR – TOGOSITE : ENQUETE EXCLUSIVE - DES GRINCEMENTS DE DENTS DANS LES RANGS DU RPT, DE LA GRANDE MUETTE ET AU SEIN DE LA FAMILLE GNASSINGBE

Ecrit par Kokou AGBEMEBIO, LE CORRECTEUR, 21 juin 2011 : <http://www.togosite.com/?q=node/1271>

Morceaux choisis : «...De l'héritage familial et politique à la propriété privée de Faure Gnassingbé...» ... «...Tous ceux qui ont tenté de soutenir KPATCHA dans ce combat qui l'oppose à Faure se sont rangés au fil des jours. ROCK, TOYI, le frère jumeau de KPATCHA plus en vue au début de cette affaire aux côtés du désormais célèbre prisonnier du Togo, se sont imposé un silence assourdissant...» ... «...La même situation prévaut dans la grande famille politique du chef de l'Etat, Pitang TCHALLA, les généraux Zoumarou GNOFAME, Assani TIDJANI, Seyi MEMENE, pilier central du pouvoir Eyadéma sont tombés en disgrâce et ruminent à longueur de journée leur amertume et regret...»

FF : TOGO : LES CLANS GNASSINGBE-RPT MINES PAR LA DEFENSE D'INTERETS CONTRADICTOIRES !

Beaucoup d'observateurs semblent toujours rester sceptiques sur la réalité du coup d'Etat qui vaut à Kpatcha GNASSINGBE, d'être en prison depuis le mois d'avril 2009. Nombreux sont ceux qui ont conclu à un règlement de comptes au sein du clan familial des GNASSINGBE, plutôt qu'à une atteinte à la sûreté de l'Etat. Mais n'est-il pas vrai qu'au Togo, la sûreté de l'Etat se confond avec celle des intérêts de la famille GNASSINGBE et du représentant du clan qui dirige la République, aujourd'hui Faure GNASSINGBE. Ce récit qui retrace, faits à l'appui, les grandes étapes de la vie du clan, depuis la disparition d'EYADEMA en 2005 et l'accession de Faure à la présidence de la République du Togo, semble en apporter une nouvelle preuve. Jusqu'à quand ? C'est une question à laquelle les nombreux mouvements sociaux et politiques en cours pourraient apporter prochainement une réponse... !



Donald DONISEN Liberté